

Source : *La Révolution prolétarienne*,
Revue syndicaliste révolutionnaire
N° 344, Octobre 1950

TROTSKY À PARIS PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE ¹

par A. ROSMER

C'est au début de la première guerre mondiale, et à l'occasion de la guerre, que nous entrâmes en contact avec plusieurs socialistes russes, notamment avec Trotsky. « Nous », c'était la rédaction de la *Vie Ouvrière*, revue syndicaliste fondée à Paris en 1909 par Pierre Monatte. Ce rapprochement qui allait devenir si solide et durable se produisit fortuitement ; il fut provoqué par la publication d'une lettre d'un socialiste russe à Gustave Hervé. S'il fut tout de suite aisé et se révéla dans les années qui suivirent résistant à toute épreuve, c'est qu'à la cause initiale accidentelle s'en ajoutèrent d'autres, celles-là fondamentales, qui, en tout état de cause, l'auraient promptement imposé.

Jusqu'au début de la guerre, il n'y avait eu, entre nous, nul contact. Syndicalistes révolutionnaires et socialistes des partis de la II^e Internationale suivaient deux voies différentes. Même les démonstrations communes organisées contre le danger de guerre quand la menace s'en précisait ne pouvaient faire disparaître les divergences qui les opposaient ; elles les atténuaient à peine. Les syndicalistes révolutionnaires poursuivaient leur activité et la réalisation de leurs objectifs, immédiats ou lointains, par l'action directe de leurs organisations ; ils ignoraient ou dénonçaient les opérations parlementaires du parti socialiste dont les dirigeants ne leur inspiraient nulle confiance. Sans doute les socialistes russes échappaient à cette condamnation globale et définitive, on les savait d'une autre trempe ; on ne pouvait nier qu'ils fussent révolutionnaires, et avec eux les divergences ne pouvaient être que de méthode ; ce n'est pas à eux qu'on aurait pu reprocher de se servir du socialisme pour faire carrière. Mais, à Paris, ils vivaient à part, entre eux, formant un îlot dans la grande ville. Même parmi les socialistes français, rares étaient ceux qui avaient connu Lénine, durant son séjour à Paris, et l'École bolcheviste de Longjumeau. Ils avaient leurs journaux, leurs réunions, leurs terribles controverses, et il est à peine exagéré de dire que ce qu'on savait

¹ Article écrit pour le numéro spécial de la revue américaine *The New Internationalist*, consacré au dixième anniversaire de la mort de Léon Trotsky.

surtout d'eux c'est qu'ils étaient de rudes querelleurs, d'impitoyables polémistes.

AOUT 1914

L'effondrement de la II^e Internationale au 4 août 1914 fut pour eux ce que fut pour nous l'abdication de la C.G.T., incarnation du syndicalisme révolutionnaire. Chose qui aujourd'hui doit paraître singulière, peut-être incroyable : leurs partis, si différenciés par les discussions, réagirent semblablement, c'est-à-dire qu'ils se décomposèrent de la même façon ; le groupe bolcheviste de Paris ne résista pas mieux que les autres, mencheviks et socialistes révolutionnaires ; il y eut des « défensistes » dans les trois partis et, comme les Russes ne font rien à demi, la plupart des « défensistes » allèrent s'engager dans l'armée française. En face d'eux, les résistants des trois partis se sentirent sur la même base, unis par des conceptions désormais essentielles, déterminantes sur les origines et sur le sens de la guerre, sur la défense du socialisme et de l'Internationale. Ils disposaient d'une imprimerie ; ils décidèrent de publier un journal qui serait pour tous les socialistes fidèles un point de rassemblement. Leur position était celle des syndicalistes révolutionnaires qui dénonçaient l'« union sacrée » à laquelle la majorité de la direction de la C.G.T. s'était ralliée, et maintenaient contre elle l'internationalisme prolétarien. Les deux nouveaux groupements ainsi formés devaient se rejoindre ; un délai fut cependant nécessaire. Nous avons connu d'abord Martov, par sa lettre à Gustave Hervé, précisant la position des socialistes russes devant la guerre ; mais avec lui les rapports se bornèrent à un contact personnel, à des conversations particulières. Il fallut attendre Trotsky dont Martov annonçait la venue prochaine.

Trotsky arriva à Paris, seul, dans le courant de novembre 1914. Il prit une chambre à l'hôtel d'Odessa, à l'angle de la rue d'Odessa et du boulevard Edgar-Quinet, dans le voisinage de la gare Montparnasse. La guerre l'avait surpris à Vienne où il était devenu aussitôt un étranger indésirable, ennemi. Victor Adler avait facilité son départ, celui de sa femme et de ses deux garçons. La famille avait fait une première halte à Zurich, puis Trotsky était parti pour Paris, en éclaireur, car c'est là qu'il voulait se fixer. Il alla dès son arrivée à la rédaction du journal que publiaient les « résistants » ; son titre était alors *Naché Slovo* et il était quotidien, car les socialistes russes réalisèrent ce miracle de publier à Paris, pendant la guerre, un quotidien socialiste contre la guerre, et ils le publièrent « jusqu'au bout » se bornant à changer le titre quand le gouvernement français décidait de l'interdire.

Un des premiers effets de la participation de Trotsky à la vie du journal et du groupe fut la mise à l'ordre du jour de la question concernant la liaison à établir avec l'opposition française. Il fut lui-même désigné pour assurer cette liaison, en compagnie de Martov et d'un socialiste polonais, Lapinsky ; tous trois devaient venir à notre local et participer à nos réunions du mardi soir. J'eus l'occasion de les voir souvent par la suite, mais nos rencontres ultérieures n'ont pas affaibli le souvenir très vif que je garde de la première soirée qui les vit arriver chez nous. C'était un événement ; dans ce lugubre premier hiver de la guerre, devant l'effondrement des Internationales, les pen-

sées étaient souvent sombres ; nos réunions, limitées à nos seules forces, amputées par la mobilisation, étaient un inappréciable réconfort ; mais celle-là revêtait un caractère exceptionnel : une rencontre amicale entre syndicalistes et socialistes, les uns et les autres très attachés à leurs doctrines respectives ; il fallait la guerre pour qu'une telle chose fût possible.

LES RÉUNIONS DU QUAI JEMMAPES

Raymond Lefebvre, jeune écrivain socialiste que la guerre devait emporter, a évoqué si exactement ces réunions communes que je veux donner ici quelques extraits de son récit :

« Presque au coin de la rue Grange-aux-Belles et du quai Jemmapes, à Paris, s'ouvrait encore en 1914 une petite boutique grise, une Librairie du Travail... Cette boutique ferma le 2 août. Et pourtant, certains soirs d'automne, vers neuf heures, les policiers pouvaient constater qu'une vie furtive y brillait, que des conspirateurs, l'un après l'autre s'y glissaient. J'y ai plus d'une fois participé. On se bornait à tisonner tristement les restes refroidis de l'Internationale ; à dresser d'une mémoire amère, la liste immense de ceux qui avaient failli ; à entrevoir, avec une clairvoyance inutile, la longueur d'une lutte d'usure où seule serait vaincue la civilisation.

« Un orgueil sombre nous restait. L'orgueil de la fidélité à la foi, l'orgueil de résister au déferlement de la sottise, sous laquelle, Romain Rolland seul excepté, les fronts les plus puissants s'étaient vautrés.

« Rosmer, le poète Martinet, Trotsky, Guilbeaux, Merrheim, et deux ou trois autres dont j'ignore les noms, nous avons su, en plein Paris, être à la fois parmi les derniers Européens de la belle Europe intelligente que le monde venait de perdre à jamais, et les premiers hommes d'une Internationale future dont nous gardions la certitude. Nous formions la chaîne entre les deux siècles. Oui, ce sont là des souvenirs d'orgueil. »

Revenons à cette réunion où Trotsky, Martov et Lapinsky sont avec nous pour la première fois. Comme il était naturel, la conversation resta d'abord générale, passant d'un sujet à un autre. Parmi nos amis syndicalistes, quelques-uns, pas beaucoup, étaient encore hésitants. La réaction sentimentale provoquée chez eux par l'agression de l'Autriche semi-féodale contre la petite Serbie qu'avait accentuée encore la ruée allemande à travers la Belgique, les troublait, obscurcissant dans leur esprit les causes réelles et profondes de la guerre. Ils devaient s'éloigner de nous plus tard, mais ils étaient présents ce soir-là et l'un d'eux, lorsque la conversation s'engagea plus précisément sur la guerre, à un moment s'écria : « Mais enfin c'est tout de même l'Autriche qui s'est jetée lâchement sur la Serbie ! » Trotsky intervint alors ; le journal libéral de Kiev, *Kievskaja Mysl*, auquel il collaborait, avait fait de lui un correspondant de guerre lors des deux guerres balkaniques ; il se trouvait ainsi particulièrement bien armé pour répondre. Sur le ton amical qui était celui de la

conversation depuis le début, il fit un exposé lumineux d'une situation qui n'était compliquée qu'en apparence ; les peuples balkaniques qui s'étaient battus l'un contre l'autre étaient tous victimes des intrigues et des manœuvres diplomatiques des grandes puissances pour lesquelles ils n'étaient que pions sur l'échiquier européen ; ni suffisance ni pédantisme dans l'expression : un camarade exceptionnellement bien informé traitait le sujet que les circonstances lui avaient permis de connaître à fond, dans son ensemble et dans ses caractéristiques régionales ; la conclusion s'imposait d'elle-même sans qu'il fût besoin de la formuler, ne laissant nulle place au doute, encore moins à une contradiction sérieuse. Nous eûmes tous l'impression que notre groupe venait de faire une recrue remarquable ; notre horizon s'élargissait ; nos réunions allaient prendre une nouvelle vie ; nous en éprouvions un grand contentement.

MARTOV ET TROTSKY

Cependant ces rencontres si heureusement commencées faillirent connaître une fin rapide. Martov était, dans son parti, une sorte de personnage officiel ; il représentait la fraction mencheviste du Parti socialiste ouvrier russe au Bureau socialiste international – l'organisme permanent de la II^e Internationale. Or son parti avait été comme les autres brisé en trois tronçons par la guerre : une section défensiste – celle qui avait fourni les engagés volontaires ; un centre oscillant, une gauche internationaliste. Précisément parce qu'il appartenait à cette dernière tendance, Martov estimait être tenu à une certaine prudence, à ne rien faire qui pût paraître engager arbitrairement le parti tout entier ; le travail commun avec nous, qui n'appartenions à aucun parti socialiste, risquait de le mettre dans une situation difficile, autoriser des critiques de la part des dirigeants du parti socialiste français qui supportaient mal ses interventions ; il n'était pas pour eux un camarade mais un gêneur. Trotsky était, lui, beaucoup plus libre de ses mouvements ; il avait rompu avec les bolcheviks parce qu'il était hostile à leurs principes d'organisation, et avec les mencheviks parce qu'il condamnait leur politique ; il était à la tête d'un groupe qui s'était constitué autour de la conception de la révolution permanente qu'il avait élaborée en partie avec Parvus. Très solidement marxiste, il n'était cependant pas de ces social-démocrates pour qui le syndicalisme révolutionnaire était une hérésie en tous points condamnable, et la grève générale n'était pas non plus pour l'effrayer car il en avait une, fameuse, à son actif, celle de 1905. Dans les discussions qui eurent lieu au groupe de *Naché Slovo*, il défendit chaudement la liaison établie et la possibilité d'un commun travail ; son point de vue, auquel Martov se rallia sans trop de difficulté, l'emporta.

Dès qu'il se fut débrouillé dans le Paris de guerre – il connaissait déjà la ville y ayant fait à deux reprises de brefs séjours mais l'état de guerre avait créé des complications nouvelles – Trotsky se hâta de faire venir sa famille. Il avait trouvé une modeste pension dans le voisinage du parc Montsouris, en haut de la Glacière, à l'entrée de la rue de l'Amiral-Mouchez. Selon une légende tenace mais assez inoffensive – il s'en forgea d'infiniment plus graves – on le voit

toujours à une table du Café de la Rotonde, parmi les joueurs d'échecs. Il y a ici une confusion ; c'est Martov, bohème par goût et par habitude, qui était un habitué du café. Trotsky était, lui, tout le contraire d'un bohème et il n'aimait ni l'atmosphère ni les conversations de café : trop de temps perdu.

RENCONTRE AVEC UN ANARCHISTE BELGE

La pension de la rue de l'Amiral-Mouchez était un très simple immeuble de deux étages ; les pensionnaires n'étaient guère qu'une douzaine ; l'homme et la femme qui la dirigeaient étaient une rare exception parmi les habituels mercantis ; ils devinrent des amis, surtout des deux garçons ; on continua de se fréquenter quand la famille eut trouvé un logement. J'y allais une fois par semaine, en général le dimanche. Une de nos soirées fut exceptionnellement mouvementée et je dois en parler avec quelque détail. Trotsky nous avait demandé, à Lapinsky et à moi, de venir dîner, et il avait insisté pour que nous venions de bonne heure. Nous eûmes tout de suite l'explication. « J'ai invité, nous dit-il, un anarchiste belge que j'ai rencontré il y a quelque temps par hasard ; c'est un homme extrêmement sympathique qui, par impulsivité semble-t-il, a réagi violemment aux envahisseurs allemands ; il a organisé contre eux des attentats dans la région de Liège et s'est enfui juste à temps pour éviter d'être pris ; ses récits sont donc très intéressants et très instructifs ; ils aident à comprendre la résistance belge dont le caractère violent et spontané a généralement surpris² ; en outre, ils aident aussi à comprendre comment et pourquoi des anarchistes ont été amenés à se comporter comme d'enragés patriotes. Inutile, naturellement, de discuter avec lui sur la guerre ; ça ne mènerait à rien ; il est d'un caractère vif et emporté, et surtout il n'est pas actuellement en état de discuter paisiblement avec des contradicteurs. » Nous fîmes serment, Lapinsky et moi, de nous comporter en gens du monde, experts dans l'art d'éviter les sujets explosifs.

Le dîner se passa parfaitement ; le menu était simple même les soirs de gala et le vin ni les alcools ne risquaient de nous monter à la tête. Je connaissais notre partenaire bien que je ne l'eusse jamais rencontré au cours de mes voyages en Belgique ; j'avais lu le récit de son activité parmi les anarchistes liégeois et ses écrits. C'était une figure sympathique de l'anarchisme belge, qui n'en manquait pas, le passage d'Elisée Reclus à l'Université nouvelle de Bruxelles avait laissé des traces profondes. Quand nous eûmes regagné la chambre de Trotsky, j'engageai la conversation en parlant de souvenirs et d'amis communs ; Trotsky et Lapinsky intervenaient tour à tour ; notre conversation se déroulait dans une agréable atmosphère de cordialité et on se réjouissait à la pensée que la soirée finirait aussi plaisamment qu'elle avait commencé, quand soudain notre partenaire éclata. Que

² Se trouvant dans les bureaux de l'Humanité le soir de l'assassinat de Jaurès, Merrheim y avait rencontré le socialiste belge Camille Huysmans, député et secrétaire du Bureau permanent de la Ile Internationale : « Que ferez-vous, lui demanda-t-il, si les Allemands foncent à travers la Belgique ? » Appuyant ses paroles d'un geste descriptif, Huysmans répondit : « Un petit couloir pour les laisser passer. »

s'était-il passé ? Nous ne réussîmes pas à élucider ce qui devait rester un mystère. Est-ce que sous nos mots ininflammables nos idées sur la guerre se cachaient mal ? En tout cas nous dûmes subir l'assaut de notre compagnon déchaîné : nous étions des germanophiles, des pleutres, c'est par lâcheté que nous étions contre la guerre, et la fidélité à l'internationalisme que nous affichions n'était qu'un prétexte commode pour masquer les vraies raisons... Il fallut bien répondre, mais le seul résultat fut que le ton se haussa au point de troubler la paisible maison. Nous étions tous mécontents.

VOYAGES EN FRANCE

Avant que sa famille vînt le rejoindre, Trotsky avait déjà organisé deux grands voyages en France. Son journal ne lui demandait pas d'aller au front et de suivre les armées ; les correspondants de guerre accrédités ne voyaient d'ailleurs pas grand-chose ; ils étaient réduits à délayer plus ou moins adroitement les communiqués officiels, et la guerre de tranchées marquait un temps d'arrêt dans les opérations spectaculaires. Ce qui était intéressant alors, c'était de parcourir le pays, d'interroger les gens, de converser avec eux pour déceler les sentiments vrais que les mensonges conventionnels dissimulaient sous un héroïsme de parade. Trotsky avait d'abord visité Marseille et la côte, poussant jusqu'à la frontière italienne, et projetant ensuite d'aller vers le Nord, il me demanda de l'accompagner, pensant que je pourrais l'aider dans les conversations avec les soldats anglais que nous allions rencontrer. Un de nos amis était alors à Boulogne ; c'est là que nous décidâmes d'aller tout d'abord. Mobilisé au premier jour, il s'était trouvé depuis complètement isolé ; il était avide de nouvelles, voulait savoir ce qui se passait à l'arrière, dans les états-majors socialiste et syndicaliste, et en fin de compte il apprit plus de nous que nous de lui ; les mineurs de son escouade sortis indemnes des premiers combats n'aspiraient déjà qu'à la paix. Des Anglais, nous ne tirâmes pas grand-chose. Au cours de notre promenade à travers la ville, nous avons rencontré une compagnie de volontaires – l'Angleterre ne s'était pas encore résignée à la conscription. De place en place, un homme – un compère – les interpellait, criant : « Are you downhearted ³ ? » et, bien entendu, tous répondaient : « No ! » Après la « soupe » nous en vîmes quelques-uns jouant dans la rue avec un ballon. Ils avaient l'air aussi peu soldats que possible et je ne pus m'empêcher de dire à mon compagnon : « Dommage qu'ils vont connaître à leur tour le militarisme et l'abrutissement de la vie de caserne. – Mais non, répliqua-t-il, c'est bien qu'ils y passent maintenant. » Nous en vîmes d'autres au café où nous étions allés finir la soirée avec notre ami ; ils appartenaient à l'intendance et, pour eux, la guerre n'était pas trop dure ; ils avaient déjà absorbé pas mal de bière ; ils ne dirent que des banalités.

Le lendemain nous pûmes aller jusqu'à Calais, alors point extrême de la zone accessible aux civils. Il y avait eu du brouillard tout le jour et quand nous y arrivâmes, il faisait complètement nuit ; nous eûmes grand-peine à nous loger dans un hôtel. Nous nous étions rapprochés

³ Découragés.

du front, mais il n'y avait d'aucune façon, rien à y voir ; beaucoup d'habitants étaient partis vers l'intérieur ; la ville était morte. Nous allâmes aux bureaux du journal local dans l'espoir d'y trouver quelqu'un dont on pourrait tirer quelque information authentique sur l'état d'esprit dans une région proche du front. Nous n'y rencontrâmes qu'un pauvre type, symbole de la misère des petits journaux de province encore aggravée par les conditions faites par la guerre à la presse : censure et bourrage de crânes obligatoire. Nos questions l'étonnèrent ; l'idée qu'il pût nous dire quelque chose d'intéressant, à nous qui venions de Paris, provoquait chez lui une stupeur qu'il ne cherchait pas à dissimuler : « Vous en savez plus que nous », se bornait-il à répéter. Mais quant à la menace, à la possibilité d'une poussée allemande, il se crut obligé de faire le fanfaron : « Les "boches" ne nous font pas peur, nous ne craignons ni leurs canons ni leurs avions. »

MENSONGES DE GUERRE

Dans le train qui nous ramenait à Paris, nous eûmes pour un temps devant nous un jeune soldat belge ; il s'affairait dans des notes, devant des croquis et des cartes, levait la tête, nous regardait ; il était visible qu'il était impatient d'engager la conversation. A nos premiers mots, il répondit en nous contant son histoire. Il appartenait à l'artillerie ; sa batterie ayant été mise à mal par les Allemands, il était envoyé à l'arrière, au repos jusqu'à nouvel ordre. Prenant un de ses croquis, il nous dit : « Voilà où était notre pièce quand nous fûmes attaqués. Un premier obus tomba assez loin derrière elle ; un second resta en avant, mais le troisième atteignit en plein son but : nous avons été trahis ! » Cette substitution soudaine du mensonge conventionnel commode à l'évidente et simple réalité nous fit croire un instant que nous avions affaire à un humoriste. Mais pas du tout ; notre bon Belge était bien sérieux car pour nous édifier sur la « trahison », il nous énuméra plusieurs exploits du même genre qu'il avait entendu raconter par des camarades envoyés comme lui à l'arrière. La guerre fait éclore spontanément le mensonge étant elle-même un grand mensonge elle ne peut se présenter pour ce qu'elle est.

LES OPPOSANTS MOBILISÉS

Au début de 1915, des changements se produisirent dans nos deux groupes. Une révision des exemptés et des auxiliaires permit d'envoyer aux armées les oppositionnels les plus connus. Monatte fut bientôt mobilisé ; mon tour vint deux mois plus tard. Chez nos amis russes, il y eut rupture entre Martov et le groupe *Naché Slovo*. La guerre, en se prolongeant beaucoup plus que les experts ne l'avaient prévu et qu'on l'avait fait croire aux soldats, provoquait d'importantes transformations dans l'état d'esprit des mobilisés aussi bien que dans celui des hommes et des femmes à l'arrière ; le mécontentement devint très vif ; le besoin d'agir, de faire quelque chose éliminait progressivement la passivité confiante d'union sacrée du début. Martov se sentit dépassé, non pas tant peut-être en ce qui le concernait personnellement que pour le centre et en fait la majorité de son parti ;

des controverses assez vives le mirent aux prises avec Trotsky, en particulier, en suite de quoi il décida d'aller se fixer en Suisse. Un nouveau venu prit sa place dans la délégation de *Naché Slovo* : c'était Dridzo-Losovsky. A l'encontre de ses camarades, il avait été mêlé d'assez près au mouvement syndical français, ayant été secrétaire d'un syndicat d'un type tout à fait exceptionnel, celui des casquettiers dont tous les membres étaient juifs. Nos réunions avaient lieu maintenant assez souvent chez lui ; sa femme était dentiste et son cabinet était bien assez grand pour que nous y soyons à l'aise.

La vie parisienne de Trotsky était désormais bien réglée. Le matin, il lisait les journaux. Journaliste, aimant comme il l'a raconté dans son autobiographie, sentir l'odeur de l'encre d'imprimerie, des épreuves encore humides, il s'était facilement orienté parmi la presse parisienne, si différente cependant de celle à laquelle il était accoutumé à Vienne. Les journaux français étaient à l'époque d'une indigence extrême ; la censure ne leur laissait guère que la liberté de broder sur les communiqués officiels ; presque tous étaient ainsi, forme et fond, fabriqués sur le même modèle. Pour cette raison, Trotsky avait trouvé intéressante l'Action française des néo-royalistes maurrassiens ; à côté des bouffonneries pas toujours inoffensives de Léon Daudet, la hargne pédante de Maurras s'étalait en colonnes massives tandis que Louis Dimier découpait chaque matin l'Allemagne en morceaux – les tronçons du serpent – avant de quitter la maison et d'en révéler les secrets ; elle gardait une incontestable originalité due pour une part à la campagne acharnée qu'elle menait alors contre Clemenceau, ce qui lui valait un régime de faveur des censeurs. Il vit bien vite cependant ce qu'il y avait réellement derrière cette originalité de façade. Mais ces interminables articles de Maurras, c'est toujours la même chose, dit-il, et la fameuse verve de Daudet n'est sans doute amusante qu'en temps de paix. »

Vers onze heures il quittait la maison pour se rendre à l'imprimerie de *Naché Slovo* où les rédacteurs se retrouvaient pour la discussion et la préparation du journal. Par leurs liaisons avec leurs camarades émigrés en Suisse, en Angleterre, en Scandinavie, en Amérique, ils pouvaient rassembler en ces temps de disette une information exceptionnelle qui leur permettait de mieux comprendre et d'interpréter plus exactement les événements de chaque jour ; les commentaires s'accompagnaient de discussions et d'études importantes que le censeur traitait avec un certain respect, estimant sans doute que ce journal, confiné à un petit cercle d'émigrés était sans danger pour le moral des Français. L'après-midi et le soir, Trotsky écrivait ou participait à des débats qu'organisaient les divers groupements russes ; il excellait à animer ces réunions. Mais il trouvait toujours le temps de s'occuper des travaux scolaires des deux garçons qui, ayant eu à peine le temps de se mettre au français, fréquentaient une école russe du boulevard Blanqui.

DESTIN D'UNE BROCHURE

Au cours de mes visites, il m'initia à la vie des partis russes, aux vives controverses qui les agitaient. Il les avait alimentées pour sa part par la publication d'une importante brochure écrite à Zurich durant

son court Séjour et parue là-bas en allemand sous le titre : *Der Krieg und die Internationale*. Cette brochure eut un destin singulier ; au début de 1915, le gouvernement allemand en ordonna la saisie ; le tribunal qui eut à en juger prononça contre l'auteur une condamnation pour crime de lèse-majesté. Elle devait paraître trois ans plus tard, à New-York, en anglais, sous un nouveau titre : *The Bolsheviki and World Peace* ; un éditeur entreprenant en avait fait un livre – la substance ne manquait pas pour cela pour lequel Lincoln Steffens écrivit une introduction. Jugeant assez exactement la position de Trotsky à l'égard de la guerre, il écrivait : « Ni pro-allemand, ni pro-alliés, ni même pro-russe, ni patriote du tout, il est le défenseur d'une classe, le prolétariat, la classe ouvrière de tous les pays, pour atteindre le but final, la société sans classes. » Mais le plus étonnant est que le livre intéressa vivement un autre homme, un personnage beaucoup plus important dans la société américaine d'alors que Lincoln Steffens, le président Woodrow Wilson, dont l'ambition fut toujours d'arbitrer le conflit ; pour la paix qu'il entendait réaliser, il se heurtait au mauvais vouloir des hommes d'Etat de l'Entente ; or, s'il ne pouvait, bien entendu, approuver l'entier contenu du livre, il retrouvait dans le programme de paix établi par l'auteur plusieurs points du sien. Il commenta le livre, le recommanda, lui fit un succès. Trotsky ne devait connaître cette intéressante aventure que dix ans plus tard, mais il en fut informé par l'éditeur lui-même, Charles Boni, quand celui-ci lui rendit visite à Prinkipo.

Mes visites à la pension de la rue de l'Amiral-Mouchez cessèrent au mois de mai quand je fus mobilisé et expédié en province. Au début d'août je pus profiter d'une disposition réglementaire pour revenir à Paris, où j'arrivai juste à temps pour participer à la dernière réunion où devait être discutée et précisée l'attitude de nos délégués à la conférence internationale qui devait se réunir bientôt en Suisse. Par Merrheim, j'appris ce qui s'était passé en mon absence à la direction de la C.G.T. et Trotsky me narra dans le détailles travaux préparatoires de la Conférence. Un député socialiste italien, Morgari, était venu à Paris, mandaté par son parti, pour sonder les chefs du parti socialiste et obtenir d'eux une participation à la conférence ; en même temps, il devait poser la question d'une conférence internationale au Bureau de la II^e Internationale qui, selon son parti, avait déjà trop tardé à convoquer les représentants de ses sections. Il n'avait eu aucun succès auprès des dirigeants du parti français, et pas davantage auprès de ceux de la II^e Internationale. Vandervelde l'avait éconduit brutalement, se vantant même d'empêcher toute tentative de rassemblement socialiste international.

ZIMMERWALD

Pour la participation de la France à la conférence, il était évident qu'il faudrait se contenter de groupes d'opposition qu'on s'efforcerait de rendre aussi représentatifs que possible. Des conférences du parti socialiste et de la C.G.T. avaient eu lieu ; on ne pouvait plus prétendre ignorer que des oppositions existaient ; la plus importante parmi les organisations syndicales était la Fédération des Métaux, et dans l'ensemble elles représentaient déjà le tiers de l'effectif confédéral

d'après le vote à la conférence, et, en réalité, beaucoup plus. Au parti socialiste, une des fédérations départementales des plus solides, celle de la Haute-Vienne, avait tenu à se différencier publiquement de l'attitude de *l'Humanité* et de la direction du parti. Par l'intermédiaire de Morgari, des contacts s'établirent entre le groupe russe de *Naché Slovo*, l'opposition syndicaliste et les socialistes de la Haute-Vienne. Plusieurs réunions communes avaient eu lieu ; elles étaient restées sans résultats positifs. Les députés minoritaires étaient satisfaits de la forme d'opposition, modérée et inoffensive, qu'ils avaient adoptée ; ils craignaient avant tout de faire un geste qui eût permis de les accuser de mettre en péril l'unité du parti ; les arguments pressants des socialistes russes, qui auraient dû être pour eux décisifs, ne purent les faire avancer d'un pas vers une attitude conséquente ; durant toute la guerre, et après, ils n'allèrent jamais plus loin que Kautsky. On ne gagna donc rien de ce côté, et comme il fallait avant tout garder le secret de l'entreprise, on décida de se contenter, pour la représentation française, de deux délégués absolument sûrs : Merrheim, secrétaire de la Fédération des Métaux, et Bourderon, vieux militant du parti socialiste, qui était, de surcroît, secrétaire d'une Fédération syndicale, celle du Tonneau.

Cette dernière réunion, à laquelle je pouvais par chance participer, était, volontairement, peu nombreuse. Merrheim et Bourderon étaient là, et, du côté russe, Trotsky et Losovsky. La résolution sur laquelle s'était groupée la minorité syndicaliste à la Conférence nationale du 15 août était très nette dans son opposition à la guerre, sa dénonciation de l'union sacrée, dans la revendication des principes du syndicalisme révolutionnaire ; elle restait vague quant à l'action spécifique à entreprendre. Trotsky, et même Losovsky, toujours très modéré cependant, insistaient pour qu'on la complétât par un programme d'action suffisamment précis. Mais Merrheim et Bourderon répondaient invariablement qu'ils se considéraient comme liés par leur propre résolution et n'avaient pas le droit de la modifier. En réalité, fort prudents l'un et l'autre, ils entendaient se réserver une pleine liberté de mouvement. Quelques jours plus tard Merrheim, Bourderon et Trotsky partaient pour la Suisse.

Le secret avait été bien gardé. De brefs échos parurent dans les journaux quand la Conférence était déjà terminée. Trotsky m'avisa de son retour, me donnant rendez-vous à l'imprimerie de *Naché Slovo*. Sa famille venait de s'installer à Sèvres dans la petite maison qu'un ami, le peintre René Parece, s'absentant pour plusieurs mois, avait mise à sa disposition. Un long après-midi et une partie de la soirée furent nécessaires pour épuiser le compte rendu de la conférence. Trotsky en avait suivi de près tous les développements et incidents ; il connaissait personnellement la vingtaine d'hommes qui s'étaient trouvés rassemblés dans l'auberge alpestre de Zimmerwald ; et c'est lui qui fut chargé de rédiger le texte sur lequel l'accord unanime pouvait se faire. Il était en mesure de faire le meilleur et le plus complet des rapports. Je dois me borner ici à souligner les deux points saillants des débats qui furent, par moment, fort vifs. Lénine voulait que les députés présents s'engagent à voter dès leur retour contre les crédits de guerre, et il harcelait sans merci Ledebour qui refusait de prendre un engagement définitif, et il bousculait les Italiens qui, n'ayant pas

encore renoncé à l'espoir de gagner Bernstein et Kautsky et de remettre en marche avec eux la machinerie de la II^e Internationale, ne voulaient absolument pas entendre parler d'une nouvelle Internationale.

« LE PREMIER PAS »

Bien que fâché de n'avoir pu faire triompher son point de vue, Lénine donna son approbation au manifeste adopté à l'issue de la conférence et, avec lui, le signèrent ceux qui avaient appuyé sa thèse, formant la gauche de la conférence. Il intitula l'article où il analysait les débats et les raisons de son attitude « Le premier pas ». La Conférence de Zimmerwald, telle qu'elle fut, est un des événements importants de la première guerre mondiale, peut-être le plus décisif, car ce « premier pas » en commandait inévitablement d'autres. Elle marque le réveil du mouvement ouvrier et socialiste ; les oppositions éparses qui s'étaient jusqu'alors plus ou moins ignorées l'une l'autre purent se joindre ; on sait désormais qu'on n'est pas seul, qu'on a des camarades en France et dans tous les pays ; on a la certitude que l'internationalisme prolétarien trahi ou bafoué n'a pas été anéanti dans la conscience ouvrière ; il est vivant et il triomphera. Car la confiance renaît et avec elle le besoin d'agir. Des groupements nouveaux se forment où se rencontrent : des socialistes, des syndicalistes, des anarchistes, préfigurant la composition de la nouvelle Internationale qui doit sortir de la guerre. En France, où les ouvriers ont été particulièrement exploités, des grèves éclatent ; profitant des circonstances, les patrons ont imposé des « salaires de guerre » ; les ouvrières des maisons de haute couture entrent les premières dans la lutte sous le mot d'ordre : « A bas les salaires de guerre ! » Les patrons doivent céder.

Puis, fait infiniment plus important encore, l'agitation gagna les usines de munitions. Les procédés de fabrication spéciaux, notamment des obus, comportaient l'emploi de manœuvres et de manœuvres spécialisés et les patrons firent appel à la main-d'œuvre féminine qu'ils exploitèrent sans merci ; le travail était payé aux pièces, on poussait à la production mais dès qu'un certain salaire était atteint, les patrons réduisaient le taux de base de la rémunération, de sorte que les ouvrières s'épuisaient physiquement chaque jour davantage pour ne toucher que le même maigre salaire. Une grève se déclencha dans une usine de la banlieue parisienne ; soutenue par les syndicats et par un mouvement de solidarité auquel participèrent les groupements d'opposition, les ouvrières triomphèrent des résistances et des menaces gouvernementales et patronales. Les premières sections syndicales d'ouvrières surgirent.

A Paris, en suite de réunions il la Bourse du Travail où Merrheim et Bourderon exposèrent les travaux et les conclusions de la Conférence de Zimmerwald, fut alors constitué le Comité pour la reprise des relations internationales ; l'opposition disposa désormais d'un centre d'information et d'action ; le comité publia des brochures et des tracts, et bien qu'il ne disposât que de faibles moyens matériels, sa seule existence inquiéta les directions socialiste et syndicale qui se hâtèrent

de le désavouer et de le dénoncer. Un mouvement analogue se développa dans tous les pays ; le bulletin publié par la commission socialiste internationale créée par la Conférence de Zimmerwald put bientôt publier une liste de vingt-cinq organisations approuvant le manifeste, et, en conséquence, la commission décida de convoquer une nouvelle conférence qui pourrait déjà se réunir dès fin avril.

KIENTHAL

Tout était désormais plus clair, mais cette fois notre participation directe à la rencontre internationale s'avérait impossible. Le gouvernement avait été accusé de faiblesse et sévèrement critiqué par tous les guerriers de l'arrière ; il refusa de délivrer des passeports à tous ceux qui auraient pu nous représenter. Le groupe de *Naché Slovo*, ne pouvant lui non plus envoyer un des siens, nous proposa de préparer pour la conférence une déclaration et un manifeste communs qui seraient publiés dans le Bulletin d'avant-conférence et assureraient ainsi notre participation. Trotsky fut chargé de rédiger ces textes et quand ils furent prêts, il me demanda d'aller les discuter avec lui. La déclaration préliminaire posait cette fois nettement les questions ; les événements des cinq mois écoulés avaient pleinement confirmé les vues exprimées à Zimmerwald ; il fallait maintenant avancer plus résolument dans la voie tracée ; le problème de la défense nationale devait être tranché de manière catégorique, sans préoccupation des situations militaires ou diplomatiques existantes ; l'accent était mis sur une lutte révolutionnaire intensifiée de la classe ouvrière contre le capitalisme, car c'est seulement par elle que la conception de la paix formulée à Zimmerwald pourrait être réalisée. Nos textes parurent dans le numéro trois du Bulletin de la commission, le 29 février 1916, pour discussion. Bien qu'approuvant dans tout ce qu'il avait d'essentiel le projet établi par Trotsky, je lui demandai une modification, la suppression de passages concernant les « centristes » (leur leader en France était Jean Longuet). Zimmerwald avait eu aussi cette conséquence de les pousser à s'organiser parce qu'ils voulaient à tout prix s'en différencier et, en même temps, retenir sur leur position prudente le plus possible de socialistes prêts à s'y rallier. Trotsky les attaquait, dénonçait leur attitude ambiguë et peureuse ; cela n'était pas pour me choquer, bien au contraire, j'en aurais plutôt ajouté ; nous les connaissions bien et n'avions à leur égard aucune illusion. Mais nous leur interdisions toujours si brutalement toute intrusion dans les questions et l'action syndicales que nous considérions naturel, en revanche, de ne pas nous immiscer dans leurs dissentiments intérieurs. Trotsky n'était pas très content d'amputer ainsi son texte, mais dans notre travail commun il se montra toujours très compréhensif, défendant comme il savait le faire ses idées, mais prêt néanmoins aux conciliations nécessaires. Les textes purent ainsi paraître sous la double signature : *Naché Slovo-Vie Ouvrière*.

Il y eut cependant trois Français à cette seconde conférence qui se réunit également en Suisse, à Kienthal, du 24 au 30 avril 1916 ; trois députés, Alex. Blanc, Raffin-Dugens et Pierre Brizon, qui firent le voyage dans le plus grand secret ; ils n'avaient pas de contact avec le comité pour la reprise des relations internationales et ne cherchaient pas à en avoir ; ils voulaient conduire leur opposition à leur manière,

craignaient de se lier à des éléments plus décidés et conséquents. Ils étaient tous trois instituteurs ; Brizon, enseignant dans une école primaire supérieure, était le plus capable et c'est lui qui fut leur porte-parole à la conférence. C'était un homme impulsif, inégal, capricieux ; il pouvait être à l'occasion absolument insupportable – ce qui précisément arriva dès les premières réunions de la conférence où il se montra sous ses côtés déplaisants et provoqua des incidents gênants. Mais avec lui, l'affaire finit mieux qu'elle n'avait commencé : ce fut à lui que fut confiée la rédaction du manifeste, et, rentré en France, il fit plus qu'on ne s'y attendait, votant, à la première occasion, contre les crédits de guerre, suivi seulement par les deux pèlerins de Kienthal, défiant les cris, les injures et les menaces de la quasi-totalité de la Chambre. Il utilisa dès lors fréquemment la tribune parlementaire en y lisant les articles de journaux que la censure avait interdits et qui devaient paraître au *Journal Officiel*, dans le compte rendu des débats. Le comité pour la reprise des relations internationales les réimprimait aussitôt sous forme de tracts qui nourrissaient et élargissaient sa propagande.

PREMIER HEURT AVEC MERRHEIM

L'opposition devenait plus forte, plus consciente, plus agressive tandis que la situation des gouvernements des pays belligérants s'aggravait : en ce début de 1916, elle apparaissait sans issue ; la lassitude se généralisait ; les privations devenaient plus dures et on était d'autant moins disposés à les accepter qu'on n'avait plus d'illusions sur l'issue de la guerre. Tentant d'obtenir une décision, l'Allemagne avait déclenché une terrible offensive contre Verdun ; elle y usait ses forces mais elle usait aussi celles de la France. Selon la coutume les forcenés du patriotisme parlaient de trahison, fabriquaient des romans-feuilletons, des récits mélodramatiques pour accaparer l'attention des populations et les tromper. Chaque matin, ils demandaient au gouvernement de sévir contre les défaitistes.

J'étais alors à Paris et j'avais repris mes visites à Trotsky et aux siens, dans le logement des Gobelins où la famille était venue s'installer quand il avait fallu quitter la maison de Sèvres. Un soir, je trouvai Trotsky triste et préoccupé. Il participait régulièrement aux réunions du comité pour la reprise des relations internationales ; ses interventions y étaient remarquées, d'autant plus qu'elles exprimaient les sentiments de la grande majorité des membres, désireux comme l'était Trotsky de montrer plus d'audace dans la réalisation d'actions préparées. A cet effet, il avait insisté à la dernière réunion du comité sur la nécessité de créer un organe spécial, de publier au moins un bulletin qui établirait une liaison entre Paris et le reste du pays. Cette proposition avait déplu à Merrheim qui l'avait aussitôt combattue, et, emporté par l'irritation, il avait reproché à Trotsky de « manquer de tact ». Trotsky n'avait pas répondu sur l'heure à cette surprenante accusation ; il n'avait pas voulu aggraver un incident où il était certain que Merrheim n'aurait pas eu le beau rôle. Quelle signification y pouvait-on trouver ? Sinon que Trotsky, étant « étranger » était tenu à plus de réserve que les autres membres du comité, devait s'abstenir d'initiatives et se contenter d'approuver, Mais précisément parce qu'il

était « étranger », Trotsky était plus exposé qu'un autre, et les événements allaient bientôt le montrer.

SEMBAT ET RENAUDEL DÉNONCENT.

LE GOUVERNEMENT « AGIT ».

Au Conseil national du parti socialiste réuni le 7 août, les majoritaires avaient dénoncé l'opposition en des termes nouveaux. Le ministre Sembat avait déclaré : « J'estime que la majorité a le devoir de réagir contre la propagande que la minorité organise avec une inlassable activité. Il ne faut pas laisser se prolonger cette sorte de corruption de l'esprit public en général et de l'esprit socialiste en particulier. » Et lui faisant aussitôt écho, l'homme qui faisait alors figure de leader du parti, Renaudel, affirma : « J'ai dans mes poches des lettres de soldats qui m'écrivent. "On nous envoie des écrits qui nous donnent le cafard, disent-ils ; et ce n'est pas le moment". » Les journaux réactionnaires, c'est-à-dire l'ensemble de la presse de Paris et de province, reprirent aussitôt ces paroles, y ajoutant la conclusion qu'elles comportaient mais que les deux « socialistes » n'avaient pas osé formuler ouvertement dans une conférence de leur parti : le gouvernement doit museler les corrupteurs de l'esprit public. C'était l'appel à la répression et sa préparation. Trotsky devait en être la première victime.

Effrayée du chiffre croissant de ses pertes en hommes, la France avait décidé de faire appel à la Russie et à son « inépuisable réservoir » pour qu'elle envoie des contingents de soldats russes combattre sur le front français. L'opération devait se révéler désastreuse, et peu après les premiers débarquements un grave incident surgit. Des soldats russes cantonnés à Marseille se mutinèrent ; leur colonel, n'ayant pas réussi à les apaiser par son éloquence, frappa l'un d'eux, lequel riposta et le tua. D'après les premiers récits l'explication de cette tragique affaire parut simple ; les soldats russes étaient soumis à une discipline sévère, interdiction absolue leur était faite d'aller se promener en ville, régime d'autant plus intolérable qu'ils pouvaient voir d'autres soldats de toute couleur : Anglais, Hindous, Noirs, circuler librement hors des heures de service. L'irritation, s'ajoutant au dépaysement, suffisait bien pour expliquer la bagarre. Cependant des signes inquiétants apparurent ; l'instruction avait révélé, dirent les journaux, que le meurtrier possédait des numéros de *Naché Slovo*. L'affaire prenait dès lors une autre tournure ; des journalistes russes qui s'en occupèrent particulièrement établirent qu'un rôle actif avait été joué par un agent provocateur. On se souvint alors de divers écrits ; Gustave Hervé, étant encore membre de la commission administrative du parti socialiste, avait demandé, dès 1915, au ministre Malvy de jeter hors de France tous les réfugiés russes coupables d'internationalisme révolutionnaire. D'autre part, le professeur Durkheim, président de la commission nommée par le gouvernement pour s'occuper des réfugiés russes, avait informé leur représentant de la prochaine interdiction de *Naché Slovo* et de l'expulsion de ses rédacteurs. L'heure de l'application était venue : le 15 septembre 1916, le gouvernement supprimait *Naché Slovo* ; le 16 septembre, il faisait signifier à Trotsky un arrêté d'expulsion.

La veille du jour fixé pour l'expulsion, j'allai rue Oudry. A ma surprise, Trotsky m'accueillit en souriant : « Je ne pars pas », dit-il. Des députés socialistes minoritaires étaient intervenus auprès de Briand, alors président du Conseil, lui avaient rappelé qu'aucun gouvernement français n'avait jusqu'alors consenti à livrer au tsar un révolutionnaire russe réfugié en France. Briand se défendit d'un semblable projet ; il accorda un délai pour qu'on eût le temps de trouver un pays qui consentît à recevoir Trotsky. Quand il m'eut donné ces explications, Trotsky ajouta que ses amis de *Naché Slovo* qui avaient organisé une soirée d'adieux avaient décidé de ne pas la décommander ; on ne pouvait se faire d'illusions sur l'issue de l'affaire ; ce n'était que partie remise. Natalia se joignit alors à nous, et nous partîmes vers la cantine russe de la rue Broca où devait avoir lieu le banquet, un menu russe où seul le thé était abondant. Bien qu'on n'eût guère de raison de se réjouir, la bonne humeur se maintint de bout en bout, et si tard dans la nuit que je dus partir avant la fin ; les révolutionnaires russes présents ce soir-là étaient tous passés par de dures épreuves, et la plus lourde menace paraissait maintenant écartée.

Si on avait eu des illusions elles auraient été tôt dissipées. Trotsky fut dès ce moment soumis à une surveillance policière rigoureuse. Des policiers vinrent s'installer dans une boutique vacante au débouché de la rue Oudry d'où aucun mouvement de Trotsky ne pouvait leur échapper. Cependant Trotsky réussit un jour à se jouer d'eux. Il était convoqué pour midi à la préfecture de police, et comme la filature lui était insupportable, il quitta la maison avant le lever du jour, décidé à errer toute la matinée dans la ville. A midi tapant, comme il approchait du bureau du commissaire, il eut le temps d'apercevoir le visage tourmenté du policier, inquiet de l'avoir laissé échapper. Peu après cet intermède, l'ordre arriva, cette fois définitif et d'expulsion immédiate. Ce jour-là, quand je me présentai rue Oudry, je ne trouvai que Natalia et les deux garçons qui se préparaient à partir pour l'Espagne ; deux nouveaux policiers, ceux-là d'un échelon plus haut, s'étaient présentés dès le matin.

L'ADIEU À JULES GUESDE

Quand Trotsky comprit que la mesure d'expulsion était définitive, il prépara une lettre destinée à Jules Guesde. Pour les socialistes russes, Sembat était un amateur, un dilettante que le jeu socialiste amusait ; mais Jules Guesde avait été un pionnier, il avait connu Marx ; jusqu'à la guerre il avait gardé à leurs yeux tant de prestige qu'ils restaient tous plus ou moins « guesdistes ». C'est donc à lui que Trotsky voulut « exprimer quelques pensées qui ne vous serviront probablement à rien, à vous, mais qui pourront du moins servir contre vous ». Puis, après avoir rapporté en détail « l'affaire de Marseille », prétexte pour la répression, il écrivait :

« Au début de la guerre, lorsque les promesses généreuses étaient distribuées à pleines mains, votre plus proche compagnon, Sembat, avait fait entrevoir aux journalistes russes l'influence la plus bienfaisante des démocraties alliées sur le régime intérieur de

la Russie. C'était d'ailleurs l'argument suprême par lequel les socialistes gouvernementaux de France et de Belgique essayaient avec persévérance mais sans succès de réconcilier les révolutionnaires russes avec le tsar.

« Vingt-six mois d'une collaboration militaire constante, de la communion des généralissimes, des diplomates, des parlementaires, des visites de Viviani et de Thomas à Tsarskoïé Selo, en un mot vingt-six mois d' « influence » ininterrompue des démocraties occidentales sur le tsarisme ont fortifié dans notre pays la réaction la plus arrogante, adoucie seulement par le chaos administratif, et ont en même temps extrêmement rapproché le régime intérieur de l'Angleterre et de la France de celui de la Russie. Les promesses généreuses de M. Sembat valent comme on voit moins cher que son charbon. Le sort malheureux du droit d'asile n'apparaît ainsi que comme un symptôme éclatant de la domination soldatesque et policière aussi bien en deçà qu'au-delà de la Manche.

« ...Est-il possible pour un socialiste honnête de ne pas lutter contre vous ? Vous avez transformé le parti socialiste en un chœur docile accompagnant les coryphées du brigandage capitaliste à l'époque où la société bourgeoise – dont vous, Jules Guesde, étiez jadis un ennemi mortel – a dévoilé jusqu'au fond sa véritable nature. Des événements préparés par toute une période de pillage mondial, dont nous avons maintes fois prédit les conséquences, de tout le sang versé, de toutes les souffrances, de tous les malheurs, de tous les crimes, de toute la rapacité et la félonie des gouvernants, vous, Jules Guesde, vous ne tirez pour le prolétariat français que ce seul et unique enseignement : à savoir que Guillaume II et François-Joseph sont des criminels qui, contrairement à Nicolas II et à M. Poincaré, ne respectent pas les règles du droit international !

« ...Le socialisme de Babeuf, de Saint-Simon, de Fourier, de Blanqui, de la Commune, de Jaurès et de Jules Guesde – oui, de Jules Guesde aussi – trouva enfin son Albert Thomas pour délibérer avec Romanov sur les moyens les plus sûrs de s'emparer de Constantinople ; son Marcel Sembat pour promener son je-m'en-fichisme de dilettante au-dessus des cadavres et des ruines de la civilisation française ; et son Jules Guesde pour suivre, lui aussi, le char du triomphateur Briand.

« Et vous avez cru, vous avez espéré que le prolétariat français qui, dans cette guerre sans idée et sans issue, est saigné à blanc par le crime des classes dirigeantes, supporterait silencieusement jusqu'au bout ce pacte honteux passé entre le socialisme officiel et ses pires ennemis ? Vous vous êtes trompé. Une opposition surgit. En dépit de l'état de Siège et des fureurs du nationalisme qui, sous des formes diverses, royaliste, radical ou socialiste, conserve sa substance capitaliste toujours la même, l'opposition révolutionnaire avance pas à pas et gagne chaque jour du terrain.

« *Naché Slovo*, journal que vous avez étranglé, vivait et respirait dans l'atmosphère du socialisme français qui se réveillait. Arraché du sol russe par la volonté de la contre-révolution triomphante grâce au concours de la Bourse française – que vous, Jules Guesde, servez actuellement – le groupe de *Naché Slovo* était heureux de

refléter, même aussi incomplètement que nous le permettait votre censure, la voix de la section française de la nouvelle Internationale, surgissant au milieu des horreurs de la guerre fratricide.

« ...Vous vous consolez peut-être en pensant que nous sommes peu nombreux ! Cependant nous sommes bien plus nombreux que ne le croient les policiers de tous les rangs. Ils ne s'aperçoivent pas, dans leur myopie professionnelle, de cet esprit de révolte qui se lève de tous les foyers de souffrances, se répand à travers la France et toute l'Europe, dans les faubourgs ouvriers et les campagnes, les ateliers et les tranchées.

« ...Descendez, Jules Guesde, de votre automobile militaire, sortez de la cage où l'Etat capitaliste vous a enfermé et regardez un peu autour de vous. Peut-être le destin aura une dernière fois pitié de votre triste vieillesse et pourrez-vous percevoir le bruit sourd des événements qui s'approchent. Nous les attendons ; nous les appelons ; nous les préparons. Le sort de la France serait trop affreux si le calvaire de ses masses ouvrières ne conduisait pas à une grande revanche, notre revanche, où il n'y aura pas place pour vous, Jules Guesde, ni pour les vôtres.

« Expulsé par vous, je quitte la France avec une foi profonde en notre triomphe. Par-dessus votre tête, j'envoie un salut fraternel au prolétariat français qui s'éveille aux grandes destinées. Sans vous et contre vous, Vive la France socialiste ! »

TÉMOIGNAGE

De l'influence que Trotsky exerça en France hors des milieux russes, pendant les deux premières années de la première guerre mondiale, je ne puis donner meilleur témoignage qu'en reproduisant ici quelques passages d'une adresse signée, au moment où, accusés par Kérénsky et ses ministres socialistes d'être des agents du Kaiser, Lénine dut se cacher en Finlande tandis que Trotsky était arrêté et emprisonné, par des militants et des organisations appartenant aux milieux anarchistes et syndicalistes parmi lesquels : Hubert et Barthe, du syndicat des Terrassiers, Péricat, du Comité de Défense syndicaliste ; Decouzon, du syndicat des Produits chimiques ; Millerat, secrétaire du syndicat de l'Habillement ; Beauvais, pour le syndicat de la Céramique ; Vauloup, pour le syndicat des Monteurs électriciens ; Barion, pour la Jeunesse socialiste du XIII^e ; le Comité d'entente des Jeunesses syndicalistes de la Seine ; Gontier, du syndicat des Briqueteurs ; Barday, pour le groupe d'action des Cochers-Chauffeurs ; Thuillier et Broutchoux, militants syndicalistes.

« Nous n'avons pas attendu le triomphe de la Révolution russe pour affirmer à Lénine et à Trotsky et aux autres camarades maximalistes notre sympathie pour protester contre les calomnies dont toute la presse les abreuvait et tout particulièrement *l'Humanité*, par la voix de Renaudel, et la *Bataille*, par celle de Cornélissen. Ces hommes sont certes de grands criminels ; ils ne jouent pas la comédie socialiste ; ils ont écrit en socialistes, ils ont parlé en socialistes, ils agissent en socialistes. Leur sincérité

extrême fait apparaître aux yeux des masses socialistes ou socialisantes de France et d'ailleurs le socialisme à l'eau de rose, l'hypocrisie et le mensonge, Les masques tombent.

« ...Des calomnies, le prolétariat révolutionnaire français ne sera pas dupe. Nous savons ce que sont et ce que valent les hommes qu'on outrage. Nombre d'entre eux, tel Trotsky, ont vécu parmi nous. Nous avons pu admirer leur courage, leur abnégation, leur désintéressement.

« ...Le crime de ces hommes est d'être restés fidèles à leurs idées, il, leurs convictions, à ce programme d'action internationaliste et socialiste que d'autres avaient acclamé avec eux à Zimmerwald et à Kienthal, et qui maintenant sévissent contre eux.

« ...Ils n'ont pas pensé que le changement du personnel gouvernemental de mars 1917 était une raison suffisante pour abandonner ces idées et ce programme. Ils ont voulu que la Révolution russe en soit la réalisation : paix imposée par les travailleurs, émancipation de la classe ouvrière. »

Décrivant quatre ans plus tard les débuts de l'opposition en France, Amédée Dunois écrivait (*Bulletin communiste*, 3 mars 1921) :

« Nous connûmes Trotsky. Il venait d'arriver à Paris. Nous étouffions. Trotsky nous apporta l'air excitant du large ; il nous apprit que partout les protestations étaient légion, que la trahison n'affectait que les états-majors, et que, le socialisme étant demeuré vivant, il s'agissait surtout de reconstituer l'Internationale. »

S'il y a dans ces lignes quelque exagération en ce qui concerne les propos prêtés à Trotsky au sujet des opposants du début qui, nulle part, n'étaient légion, il n'y en a pas dans l'évocation de la force neuve que Trotsky nous apporta, à notre groupe en particulier, et au mouvement ouvrier français en général. Son ascendant parmi les révolutionnaires alla grandissant à mesure que par ses écrits et son action on apprenait à le connaître et à mesure aussi que nous étions instruits de son rôle dans le socialisme russe, dans la Révolution de 1905, de son audacieuse évasion des toundras glacées de l'Arctique où le tsarisme avait voulu le confiner, toutes choses dont d'ailleurs il ne parlait que lorsqu'on l'interrogeait.

A. R.